



19^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Point 4 de l'ordre du jour

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar

Genève, le 12 mars 2012

Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

La Suisse remercie le Rapporteur spéciale pour son rapport substantiel et salue les recommandations qu'il adresse aux autorités du Myanmar. Nous vous félicitons de son travail très utile et nous réjouissons de la volonté de coopération manifestée par le Gouvernement du Myanmar en l'accueillant. Nous espérons que le Rapporteur spécial pourra dans le futur avoir accès à l'intégralité du pays et rencontrer de plus en plus de représentants des autorités et de la société civile.

La Suisse salue le processus de réformes et d'ouverture entrepris par le Gouvernement du Myanmar. Nous avons également pu observer une évolution positive de la situation des droits de l'homme. Nous encourageons le Gouvernement à poursuivre ces réformes, à continuer les démarches en vue d'accéder aux conventions internationales pour la protection des droits de l'homme et à développer davantage sa collaboration avec la communauté internationale, au niveau bilatéral et multilatéral. Les élections de mi-terme prévues pour le 1^{er} avril 2012 seront un test important et la Suisse appelle les autorités à garantir un processus libre et transparent.

La Suisse salue également les efforts du Gouvernement du Myanmar en vue de pacifier le pays. Des accords de cessez-le-feu ont été signés avec différents groupes armés et des négociations sont en cours. Nous espérons que ce processus continuera de manière inclusive et que des accords satisfaisants pour toutes les parties pourront être trouvés.

Monsieur le Rapporteur spécial, dans ce contexte le problème des mines antipersonnel constitue, comme vous le mentionné également à plusieurs reprises dans votre rapport, un des défis majeurs en vue de la normalisation de la vie quotidienne de la population dans les ex zones de conflit. Lors de votre dernière visite au Myanmar, vous avez visité des telles régions et avez rencontré des hauts représentants régionaux et du secteur de la sécurité. Avez-vous reçu des indications de la part de vos interlocuteurs que les autorités pourraient prochainement autoriser et faciliter l'accès d'acteurs internationaux pour des activités humanitaires, y compris d'action contre les mines ?

Je vous remercie.